

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 17

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article 17: [Droit pénal matériel]

Lorsque les besoins de lutte contre la criminalité au niveau européen l'imposent, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des lois-cadre comportant **un socle commun relatif** à la définition des incriminations et des sanctions:

- dans des domaines de criminalité particulièrement grave et qui revêtent une dimension transfrontalière. Ces domaines de criminalité sont les suivants: le terrorisme, la traite d'êtres humains et l'exploitation sexuelle **des êtres humains, la lutte contre le racisme et la xénophobie**, le trafic illicite de drogues, le trafic illicite d'armes, le blanchiment d'argent, la corruption, la contrefaçon de moyens de paiement, la criminalité informatique, et la criminalité organisée. En fonction des développements de la criminalité, le Conseil, statuant **à la majorité qualifiée et après consultation** du Parlement européen, peut identifier d'autres domaines de criminalité qui remplissent les critères visés au présent tiret ;
- dans des domaines de criminalité portant atteinte à un intérêt commun qui fait l'objet d'une politique de l'Union, lorsque des sanctions pénales s'avèrent indispensables pour assurer une mise en œuvre efficace de cette politique

Explication éventuelle :

L'harmonisation du droit pénal substantiel doit aller au delà de simples mesures minimales.

La procédure d'extension de la liste d'infraction doit être suffisamment souple pour permettre à l'Union de réagir avec la rapidité nécessaire pour s'adapter à l'évolution de la délinquance.